



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi  
Semaine du 30 septembre 2024

### Régional

#### La RDC dépasse le Kenya et l'Ouganda en tant que principal marché des exportations tanzaniennes

Pour l'année fiscale 2022/23, les exportations tanzaniennes se sont dirigées au sein de la région en premier lieu vers la RDC (4,4 %, après 3,7 %), le Kenya (4,1 %, après 4,7 %) et Ouganda (4,1 % à 4,6 %) selon le dernier rapport annuel de la Banque de Tanzanie (BoT). Ce changement s'explique par l'évolution des dynamiques commerciales, notamment l'entrée de nouveaux acteurs dans l'union douanière de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), tels que la RDC et la Somalie, ainsi que par les tensions commerciales persistantes intra-zone. Hors sous-région, l'Inde (18,0 %), l'Afrique du Sud (14,8 %) et les Émirats arabes unis (10,8 %) représentent les principaux clients de la Tanzanie. Les principales marchandises exportées par la Tanzanie vers les pays de la CAE sont les céréales, en particulier le riz et le maïs, ainsi que du fer et de l'acier, des engrais et du ciment.

### Comores

#### Accord-cadre entre le gouvernement comorien et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce pour 330 MEUR

La Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), membre du Groupe de la Banque islamique de développement (BID), et le gouvernement de l'Union des Comores ont signé le 26 septembre un accord-cadre de partenariat d'un montant de 330 MEUR (soit 164 Mds KMF) sur une période de 3 ans. Cet accord vise à garantir les opérations financières d'entreprises (achats de produits à l'international) dans trois secteurs de concentration (énergie, agriculture et appui aux petites et moyennes entreprises) ne disposant pas de ressources suffisantes ou de fonds de garantie à la commande. ITFC a également signé un mécanisme de financement pour la sécurité alimentaire de 20 MEUR en faveur de deux banques présentes sur le territoire, la Banque de développement des Comores (BDC) et la

banque ivoirienne AFG Bank, visant à soutenir un approvisionnement continu en denrées alimentaires essentielles pour les Comores.

## Ethiopie

### Accord au niveau des services conclu sur la première revue du programme FMI (Extended Credit Facility – ECF) octroyé à l’Ethiopie

Une délégation du FMI s’est rendue à Addis-Abeba du 17 au 26 septembre pour évaluer le progrès des réformes et des priorités politiques des autorités éthiopiennes. A l’issue de cette visite, un accord a été conclu entre les services du FMI et les autorités éthiopiennes concernant la première revue du programme. Cet accord, une fois approuvé par la Direction et le Conseil d’administration du FMI, permettra à l’Éthiopie d’accéder à 345 MUSD. Le communiqué publié à l’issue de la visite souligne que la mise en œuvre du programme de réformes économiques de l’Ethiopie progresse favorablement. Il indique que la libéralisation du marché des changes a considérablement réduit l’écart entre les marchés formel et parallèle (premium réduit à 4 % selon la Banque centrale, contre 100 % pré-libéralisation) et atténué la grave pénurie de devises que connaît le pays. Le FMI encourage l’Ethiopie à poursuivre sa politique monétaire stricte pour contenir l’inflation et salue les initiatives du gouvernement éthiopien visant à renforcer la mobilisation des recettes domestiques et à améliorer la situation financière des entreprises publiques, dont l’objectif est, à terme, l’assainissement des finances publiques. La 2<sup>ème</sup> revue du programme est prévue pour décembre 2024.

## Kenya

### Révision des tarifs de l’électricité nocturne

Le ministère de l’Énergie du Kenya prévoit d’accélérer la révision des règles régissant l’accès à l’électricité nocturne à des tarifs réduits, en amont de l’ouverture envisagée du secteur privé au transport et à la distribution de l’électricité début 2025. L’objectif du gouvernement est de faciliter l’utilisation de l’énergie nocturne par les grandes industries en assouplissant les conditions qui ont jusqu’ici restreint l’accès à ces tarifs. La nouvelle structure remplacera l’actuelle, qui impose aux petits consommateurs commerciaux et industriels d’atteindre un seuil de consommation mensuelle sur une période de six mois pour bénéficier des tarifs de temps d’utilisation (ToU). Ce tarif, introduit en 2018, offre une réduction de -50 % sur l’électricité utilisée pendant les heures creuses pour les grands consommateurs. Cependant, certains fabricants ont fait valoir que le système en place a empêché plusieurs usines d’accéder à ces tarifs nocturnes avantageux, faute de capacité à atteindre le seuil requis. La restructuration du seuil devrait profiter à un plus grand nombre d’utilisateurs et accroître les ventes durant les heures creuses pour Kenya Power Limited Company (KPLC).

### Migration vers les normes ISO 20022 pour le suivi des transactions des clients

La Banque centrale du Kenya (CBK) a publié de nouvelles réglementations exigeant un suivi renforcé des transactions des clients. Cette mesure s’inscrit dans le cadre de la migration vers les normes ISO 20022, approuvées au niveau mondial. Cette migration s’inscrit dans un effort de modernisation du système national de paiement du Kenya (NPS) et vise à améliorer l’efficacité des paiements nationaux, notamment ceux de grande valeur et sensibles au temps. Le nouveau système devrait également améliorer la sécurité et la transparence dans le secteur bancaire, en facilitant la détection des activités frauduleuses et en renforçant ainsi la confiance des consommateurs dans le système financier. En conséquence, les banques sont désormais tenues d’adopter l’utilisation de codes d’objet de

paiement (PoP) qui fourniront des informations supplémentaires sur la raison de chaque transaction de règlement brut en temps réel (RTGS).

## M-Pesa lance une nouvelle fonction qui permet à ses utilisateurs d'établir un ordre de paiement permanent

M-Pesa a lancé une nouvelle fonctionnalité de paiement qui permettra aux abonnés d'établir des ordres permanents directement depuis leurs portefeuilles électroniques. L'un des avantages de cette fonctionnalité, baptisée *Ratiba*, est la simplicité du processus de mise en place et l'absence de pénalités en cas d'annulation ou d'échec d'un transfert d'ordre permanent en raison d'un solde insuffisant. L'introduction des ordres permanents s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par Safaricom pour transformer l'application *M-Pesa* en un centre de services financiers complet.

## Madagascar

### Hausse de +17% des arrivées touristiques à fin août 2024 en glissement annuel

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat malgache a dressé le bilan provisoire pour les huit premiers mois de l'année 2024 dans le secteur du tourisme. Celui-ci fait le constat d'une augmentation significative des arrivées touristiques en glissement annuel fin août 2024, de 128 795 à 150 217 visiteurs, soit une hausse de +16,6 % par rapport à la même période en 2023 (128 795 arrivées). En août, 39,8 % des visiteurs étaient Français, devant les Italiens (15,1 %, surtout concentrés sur l'île de Nosy Be) et les Chinois (4,1 %). Ce niveau encourageant reste toutefois inférieur à celui pré-COVID-19, qui cumulait 170 530 arrivées fin août 2019. 274 119 touristes ont visité Madagascar en 2019, contre 219 889 en 2023, selon les chiffres du ministère. Le gouvernement vise à atteindre l'objectif ambitieux d'1 million de touriste d'ici 2028.

## Maurice

### Croissance du PIB de +7,8 % en glissement annuel au premier semestre 2024

Selon Statistics Mauritius, la croissance du PIB a augmenté de +7,8 % en glissement annuel à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2024. La croissance est tirée par plusieurs secteurs : la construction (+3,4 points), les activités financières et d'assurance (+0,7 point), l'hôtellerie et la restauration (+0,5 pt), l'industrie (+0,4 pt), la distribution (+0,4 pt). La consommation finale des ménages a connu une hausse de +6,7 % en glissement annuel par rapport à la même période en 2023, tandis que celle du gouvernement est plus faible (+0,7 %). S'agissant des exportations, celles-ci ont augmenté de +10,4 %, en hausse par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (+4,4 %), principalement tirées par la forte hausse des exportations de marchandises (d'une baisse de -11,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 à une hausse de +12,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre).

## Ouganda

### Forte baisse des dépenses publiques prévue pour l'année fiscale 2025/26

Le ministre de l'Économie et des Finances a esquissé les contours du budget pour l'année fiscale 2025/26 (juillet-juin). Celui-ci s'inscrit dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de la 4<sup>ème</sup> version du Plan de développement national. Les estimations tablent sur une réduction significative des dépenses publiques par rapport à l'année fiscale actuelle, passant de 17,8 MEUR à 14,1 MEUR. La mobilisation

des ressources domestiques couvrirait 60 % des besoins. Le reste serait financé par l'endettement, dont 25 % provenant de l'extérieur. A noter que les autorités estiment que le PIB/habitant atteindra pour le prochain exercice fiscal 1 287 USD franchissant pour la première fois le seuil de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (fixé à 1 146 USD). Les travaux préparatoires du budget courent jusqu'au 28 mars prochain.

## Rwanda

Le Rwanda inaugure son premier envoi d'exportations agricoles vers le Ghana dans le cadre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

Le Rwanda a inauguré son premier envoi consolidé d'exportations agricoles vers le Ghana dans le cadre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA). L'envoi comprend des exportations traditionnelles tels que le café et le thé, ainsi que du miel et des produits à base d'avocat. La cérémonie de lancement, qui s'est déroulée à l'aéroport international de Kigali, a été organisée par le ministère rwandais du Commerce et de l'Industrie, en collaboration avec des sociétés commerciales locales. La ZLECAf, lancée en 2021, représente l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, visant à renforcer le commerce intra-africain et à améliorer la position de l'Afrique sur le marché mondial.

## Seychelles

Accord sur la 3<sup>ème</sup> revue des programmes de Mécanisme élargi de crédit (Extended fund facility - EFF) et de Facilité pour la résilience et la durabilité (Resilience and sustainability facility - RSF) du FMI

La mission du FMI, présente aux Seychelles du 18 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2024, a annoncé avoir trouvé un accord avec les autorités seychelloises à l'issue de la 3<sup>ème</sup> revue des programmes de Mécanisme élargi de crédit (EFF) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF). Toutes les cibles quantitatives liées aux programmes ont été atteintes, permettant ainsi un décaissement total de 9,2 M de DTS (environ 12,3 M USD) sous ces deux programmes, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du FMI. Les deux programmes ont été approuvés le 31 mai 2023, pour des montants respectifs de 56 MUSD (EFF) et 46 MUSD (RSF). Toutefois, la croissance du PIB des Seychelles pour 2024 a été révisée à la baisse (à +3 %, après +3,7 %), en raison d'une baisse des arrivées touristiques par rapport aux anticipations. Par ailleurs, l'inflation a augmenté de +0,5 % en glissement annuel en août 2024, tandis que le niveau des recettes fiscales sur le 1<sup>er</sup> semestre 2024 est supérieur de +7 % aux prévisions, principalement grâce à une hausse de +27 % de l'impôt sur les sociétés.

## Somalie

La Somalie organise sa première conférence internationale sur l'investissement dans les chaînes de valeur agricoles

Le Président de la Somalie, Hassan Sheikh Mohamud, a ouvert la première conférence internationale sur l'investissement dans les chaînes de valeur agricoles, organisée conjointement par l'Union européenne et le ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation. Cet événement se déroule à Mogadiscio du 1<sup>er</sup> au 2 octobre 2024 et s'inscrit dans le cadre d'initiatives visant à promouvoir le développement agricole

et la croissance économique en Somalie. La conférence devrait aboutir à la signature de protocoles d'accord pour favoriser la coopération entre des entreprises internationales et somaliennes, et au lancement du projet UE-ONUDI de 9,6 MEUR intitulé « Systèmes de sécurité alimentaire et facilitation du commerce dans les chaînes de valeur agroalimentaires en Somalie ».

## Soudan

### Violents combats pour le contrôle de la principale raffinerie

La raffinerie de Khartoum, située à 70 km au nord de la capitale, fait l'objet d'intenses combats depuis le 29 septembre entre les forces armées soudanaises (SAF) et la milice paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF), qui avaient pris le contrôle de celle-ci dès les premiers jours de la guerre. Les SAF, menant leur plus grande offensive contre les RSF depuis des mois, tentent de reprendre le contrôle de cette zone d'une importance stratégique et économique. En s'emparant de la plus grande raffinerie du Soudan, les RSF avaient pu assurer un approvisionnement régulier en carburant pour leurs troupes à Khartoum et dans la région de la Gezira. A ce jour, les combats se poursuivent, avec des informations contradictoires provenant des deux camps. La raffinerie a déjà été la cible de plusieurs attaques aériennes des SAF, mais l'étendue des dégâts causés par ces bombardements reste à préciser. Pour rappel, cette raffinerie, construite en 2000 grâce à un investissement de 500 000 USD, appartient à parts égales au ministère du Pétrole soudanais et à la China National Petroleum Corporation (CNPC). Elle a une capacité de production de 100 000 barils par jour et couvrait 50 % de la consommation locale de diesel, 60 % de celle d'essence et 40 % de celle de gaz de pétrole liquéfié (GPL).

## Soudan du Sud

### Le ministre des Finance présente le budget 2024/2025 au Parlement

Le ministère des Finances a présenté le 25 septembre au Parlement le projet de budget 2024/25 (juillet-juin), s'élevant à 4,1 billions SSP (soit 1,3 Md USD au taux de change de la banque centrale), avec un déficit de 1,9 billions SSP (soit 616 MUSD). Il convient de noter que 35 % de l'enveloppe est affectée au paiement des salaires des fonctionnaires (19 % pour l'année en cours et 15 % pour couvrir les arriérés). Les autres postes de dépenses sont dédiés à l'acquisition de biens et services (10 %), aux autorités régionales (10 %), aux dépenses d'investissement (12 %) aux transferts de fonds vers le Soudan (4 %), aux états producteurs de pétrole (5 %), aux sociétés pétrolières (8 %), au ministère du pétrole (3 %) et au remboursement de la dette (7 %) (les 7 % restant ne sont pas précisés). Le ministre a insisté sur la situation précaire des sud-soudanais, confrontés à un coût de la vie élevé en raison de la forte dépendance aux importations, à l'afflux de réfugiés soudanais, à de mauvaises récoltes et à la diminution de l'aide humanitaire. Plusieurs députés ont boycotté la séance, affirmant qu'il était inadmissible de présenter un nouveau budget alors que le précédent n'avait pas été mis en œuvre et que des milliers de fonctionnaires étaient restés sans salaires pendant des mois.

## Tanzanie

### La Tanzanie promulgue une directive pour conserver 20% des exportations d'or dans le pays

La Tanzanie s'apprête à augmenter ses réserves d'or dans le cadre d'une mesure prise par la Commission minière de Tanzanie pour sécuriser une partie de l'or produit dans le pays. Une loi récemment promulguée stipule que les sociétés minières et commerciales devront vendre 20 % de l'ensemble de la production d'or normalement destinée à l'exportation, à la Banque centrale de Tanzanie (BoT). La

loi en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre, indique que l'or collecté doit être envoyé à deux raffineries : Eye of Africa Ltd et Mwanza Precious Metals Refinery Ltd. Tous les paiements seront effectués conformément aux dispositions de la BoT, a souligné la Commission minière, sans donner plus de détails sur quels taux et à quels prix les mineurs seront rétribués. L'objectif est d'acheter 6 tonnes d'or d'ici la fin de l'année fiscale 2024/25. Le gouverneur de la BoT, Emmanuel Tutuba, a révélé que le pays se prépare à diversifier ses réserves. En 2023, la Banque avait déjà acheté plus de 400 kilogrammes d'or mais les a vendus pour augmenter sa position en devises étrangères. La Tanzanie fait face à un manque de dollars américains et a imposé des restrictions aux courtiers en devises pour favoriser la stabilité macroéconomique du pays.

## Vers une transformation locale des noix de cajou

Dans le cadre de sa stratégie visant à stimuler la transformation locale et à augmenter le prix des noix de cajou à l'exportation, le ministre de l'Agriculture, Hussein Bashe, lors du lancement d'une nouvelle usine pour l'Union coopérative de Tandahimba et Newala (Tanecu), a annoncé l'intention du gouvernement de construire quatre nouvelles usines de transformation des noix de cajou dans les régions du sud d'ici la saison 2025/26. Les nouvelles installations comprendront une usine dans la zone industrielle de Maranje dans le district rural de Mtwara, deux usines supplémentaires dans les districts de Tandahimba et Newala, et une quatrième destinée à l'Union coopérative de commercialisation agricole de Tunduru. La nouvelle usine de Tanecu, un investissement de 1,3 MUSD, a une capacité de traitement de 3 500 tonnes de noix de cajou brutes par an. M. Bashe a également souligné l'importance de cette stratégie pour augmenter la valeur des exportations et la rentrée de devises.

# CONTACTS

## Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Mathieu BRUCHON [mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr](mailto:mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

## Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr)

## Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE [christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr)

## Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC [gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr)

## Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEFEBVRE [samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr](mailto:samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr)

## Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD [almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr](mailto:almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

[mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr](mailto:mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : [olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr)